

# DANIÈLE OBONO



**CARNET**

*de voyage*

**PARLEMENTAIRE**

**#5**

*en Guadeloupe*

IMMIGRATION  
DEPARTURE  
15 OCT 2015  
OSLO

IMMIGRATION  
CANADA  
29 FEB 2005  
ADMITTED

VISA  
AUSTRALIA  
15 FEB 2015



*Compte-rendu d'une  
visite parlementaire  
en Guadeloupe,  
du 23 au 28 mai 2018*

***“ Yo péké fé sa yo vlé  
adan péyi an nou ! ”***

*(Ils ne feront pas ce qu'ils veulent dans notre pays !)*



# CARNET DE VOYAGE #5

## en Guadeloupe



## Notre itinéraire

### **Mercredi 23 mai**

Arrivée à Pointe-à-Pitre

### **Jeudi 24 mai**

Rencontre avec l'équipe de l'Établissement Public de Santé Mentale à St-Claude  
Rencontres autour du CHU de Pointe-à-Pitre  
Rencontre avec le syndicat CGTG  
Entretien avec Philippe et Joëlle Revol sur le chlordécone

### **Vendredi 25 mai**

Visite du Centre pénitentiaire de Baie-Mahault  
Visite du Mémorial ACTe  
Réunion publique à Pointe-à-Pitre

### **Samedi 26 mai**

Rencontre avec les habitant·es de Capesterre-Belle-Eau et visite de l'embarcadère envahi par les sargasses

Déjeuner avec Henry Joseph sur l'agriculture guadeloupéenne

Rencontre avec les collectifs pour l'eau de Basse-Terre

### **Dimanche 27 mai**

Commémoration de l'abolition de l'esclavage en Guadeloupe au fort Delgrès

Visite à Port-Louis

Festival «Éritaj, mémoires vivantes» à Petit-Canal

### **Lundi 28 mai**

Rencontre avec la FSU éducation  
Départ de Pointe-à-Pitre

# Jeudi 24 mai 2018

**Matin : rencontre sur la santé en Guadeloupe, à l'Établissement public de santé mentale de St-Claude**



Rencontre avec Elie Califer, président de la Fédération hospitalière de Guadeloupe, Dr André Atallah, chef du service de cardiologie à Basse-terre, Xavier Bouchaut, directeur de l'EPSM de Montéran, Dr Michel Eynaud, président de la commission médicale d'établissement CHM/EPSM, et des insoumis-es de Guadeloupe.



**L'EPSM** a été créé le 1<sup>er</sup> janvier 2018 par regroupement de deux centres pour combler les disparités entre Basse et Grande-Terre en matière de prise en charge de soins psychiatriques.

10627 personnes ont été prises en charge en 2017, la plupart en ambulatoire ou à domicile. Seulement 1427 ont nécessité une hospitalisation.

## Particularités de la santé mentale en Guadeloupe

**54%** des soins se font sans consentement, soit le double du taux national.

**2/3** des personnes en dépression et **3/4** avec des problèmes psychotiques n'en n'ont pas conscience et ne se soignent pas, donc arrivent tard à l'hôpital, donc sont hospitalisées sans consentement... Or, on compte également **2 fois moins** de psychiatres en Guadeloupe qu'au niveau national.

## L'accès à la santé en danger

« Une particularité de l'insularité est que les soins y sont très chers, rapportés au bassin de la population limitée. Mais ces soins sont nécessaires pour sauver des vies. Il faut donc envisager des missions d'intérêt général pour l'Outre-mer !

La densité médicale baisse, en particulier à cause du vieillissement de la population. Après les cyclones et les incendies, la prochaine catastrophe en Guadeloupe, ce sera la démographie médicale ! L'écart entre besoin et offre va empirer, **en 2030 il manquera 260 médecins**. Or, c'est maintenant qu'il faut les former, et rien n'est fait pour cela. Il faudrait a minima que les premières années de médecine puissent être assurées sur place.»

## Rencontres autour du CHU de Pointe-à-Pitre, six mois après son incendie

*En novembre 2017, un incendie se déclare dans la zone dite "technique" du CHU de Pointe-à-Pitre. Les accès réservés aux pompiers ne sont pas dégagés et le feu se propage largement avant qu'ils puissent intervenir. Tous les blocs opératoires, le matériel d'imagerie et de stérilisation ont été envahis de suie et de fumée. Six mois plus tard, le bon fonctionnement de l'hôpital n'est toujours pas rétabli.*



*Selon la direction, la situation n'est pas si grave et en passe de se stabiliser. Pour les syndicats et les collectifs de personnels et patient-es qui se sont constitués, elle est au contraire inacceptable : le nombre de lits n'est plus suffisant pour assurer un réel accès aux soins, dans plusieurs services il n'y a toujours pas de climatisation ni d'eau chaude, les moisissures continuent de proliférer, des odeurs nauséabondes se répandent dans plusieurs services, notamment les laboratoires.*

*Rencontre inopinée avec le personnel du laboratoire : à leur retour après l'incendie, outre les odeurs nauséabondes, plusieurs personnes ont eu des symptômes récurrents (nausées, irritations aux yeux, à la gorge, démangeaisons constantes...) ce qui les a poussées à exercer leur droit de retrait.*



*“ Nous avons l'impression d'être déconsidéré·es.  
Si ça s'était produit à Tours ça ne se serait pas passé comme ça !  
Nous demandons juste l'application de la loi ! ”*



Le collectif de défense du CHU et de la santé en Guadeloupe : Mona Hedreville, Gaby Clavier, Véronique Courtois et d'autres membres du collectif

## “ Il était 14h, ça a été notre grande chance. ”

« Au cours de l'incendie de novembre 2017 c'est le personnel lui-même qui a assuré l'évacuation de près de 900 malades, sans aide de la police, des pompiers ou des militaires. Il était 14h, ça a été notre grande chance : les 2 équipes étaient encore là, le personnel bureau aussi. De nuit, il y aurait pu y avoir des centaines de morts car il n'y a qu'une infirmière pour 20 patients. »

Le collectif de défense du CHU demande que la Guadeloupe soit décrétée en "situation sanitaire exceptionnelle", ce qui débloquerait des moyens adéquats.

Début de soirée : rencontre avec la CGT-Guadeloupe dans leur local de Pointe-à-Pitre



Jean-Marie Nomertin, des syndicalistes de la CGTG et des insoumis-es de Guadeloupe.

Nous abordons plusieurs sujets :

- la longue grève générale de 2009
- la répression très dure que subit le syndicat
- leur bilan négatif de la loi Égalité réelle (« Ce n'est pas une loi, il n'y a eu aucune mention de financement. Juste un plan de convergence pour remettre en cause la surrémunération des fonctionnaires »)
- les dégâts causés par le pesticide chlordécone chez les travailleurs des plantations de bananes.



## Le chlordécone

Pesticide luttant contre les charançons, parasites de racines, notamment dans les bananeraies.

**1972** : il est interdit en France métropolitaine et introduit en Guadeloupe.

**1993** : interdit aux Antilles aussi, il est remplacé par de l'eau savonneuse avec des phéromones.

L'eau et la terre sont contaminées pour des dizaines d'années.

Cancers, déformations... les effets sur la population ne sont pas encore tous établis.

Le chlordécone ne contamine pas les fruits, seulement la terre et l'eau, donc son utilisation n'empêchait pas l'exportation de bananes. Mais les ouvriers agricoles de la banane ont été en première ligne de la contamination : ils travaillaient le produit sans protection, durant les heures chaudes où il était volatil, quand il pleuvait ils étaient en contact constant avec la boue, et par temps sec avec la poussière.

**“ Et on nous a dit de ne pas en parler, parce que ça aurait sali l'image de la Guadeloupe et que c'était une source d'emplois ! ”**

Jean-Marie Nomertin, CGTG

Le soir, nous continuons d'approfondir le sujet avec Philippe et Joëlle Revol.

Philippe et Joëlle Revol ont parcouru le Sud Basse-Terre pendant 8 mois, à la rencontre des agriculteurs, pêcheurs et personnels des hôpitaux pour constater les dégâts encore présents du chlordécone.

« Problèmes de motricité et de cognition chez les enfants, cancers de la prostate... on n'a pas toutes les données car depuis 2 ans, les recherches sur ce sujet ne sont plus subventionnées ». Outre l'agriculture, c'est la pêche qui est le plus touchée. « La pollution des rivières se déverse dans la mer, on a officiellement 44 familles de poissons interdites de consommations, notamment dans le Sud Basse-Terre. Les pêcheurs devraient aller dans d'autres zones de pêche, ce qui n'est pas possible car ils seraient vus comme concurrents par les autres pays », nous expliquent nos hôtes. La proposition du gouvernement aux populations des zones contaminées ?

Ne consommer que des éléments importés... d'Europe !

## Des solutions possibles

- Mettre des terres saines à disposition pour produire des aliments sains et les redistribuer aux propriétaires de jardins familiaux contaminés, développer un label “Zéro chlordécone” et éviter que les gens se détournent de la production locale
- Accentuer les recherches sur la dépollution des sols
- Permettre les échanges commerciaux avec les pays environnant, pour rompre l'économie de comptoir.



## Leurs actions

« Nous avons intenté 5 actions en justice afin de revoir les limites maximales de résidus et nous constituer partie civile dans des procès sur le chlordécone.

Notre but est de demander une étude épidémiologique, et nous sommes en lien avec des associations de Martinique pour une action coordonnée. »

# Vendredi 25 Mai

**Matin : visite du centre pénitentiaire de Baie-Mahault, rencontre avec la direction puis avec les syndicats**



## Carte d'identité du centre

### LES DÉTENU-ES

- + 766 hommes, femmes et mineurs condamnés
- + 9 mineurs incarcérés pour faits criminels
- + 31 places en semi-liberté

### PERSONNEL

- + 250 tous corps confondus (surveillant-es, administration...)

*Comme dans d'autres centres pénitentiaires que j'ai visités, la surpopulation est dramatique : 766 détenu-es pour 504 places. Les cellules sont prévues pour 4 mais il y a jusqu'à 9 personnes dedans et des matelas partout au sol. Dans le quartier hommes, 140 à 150 détenus dorment par terre en permanence.*

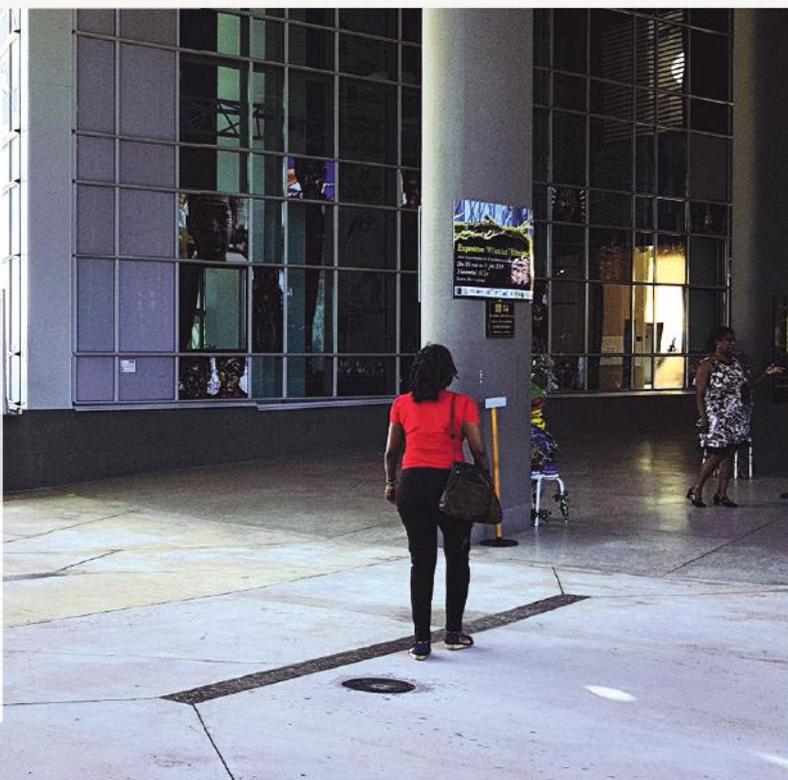
*Les représentant-es du personnel nous confirment les problèmes posés par la trop grande quantité de détenu-es : les surveillant-es ne peuvent pas répondre aux demandes et besoins des détenu-es, les conditions de promiscuité sont extrêmes, les tensions et la violence très fréquentes. Ici aussi, l'impression est que la distance empêche qu'on les prenne en considération.*

**“ On est à 8000 km de la métropole, on est des oubliés. ”** Un surveillant

**Après-midi : visite du Memorial ACTe**

*Nous avons la chance de visiter le Mémorial ACTe, centre caribéen d'expression et de mémoire de la traite et de l'esclavage, avec son directeur, M. Jacques Martial.*

*A travers des objets et des documents d'archives, mais aussi des œuvres contemporaines ou des reconstructions, le centre aborde l'histoire de l'esclavage dans sa globalité, de l'Antiquité à nos jours, et fait la part belle aux luttes de résistance à l'esclavage.*



Soir : Bik a pawol à Pointe-à-Pitre



**Rencontre publique sur les difficultés, les résistances, les initiatives et les pistes à explorer pour un développement de la Guadeloupe. De nombreux témoignages des conditions des femmes, des défis pour les petites entreprises, des pêcheurs pénalisés par les sargasses et le chlordécone... une soirée très riche !**

## Samedi 26 Mai

Matin : rencontre avec les habitant-es du quartier de Sainte-Marie à Capesterre-Belle-Eau

**L'embarcadère de Sainte-Marie est entièrement envahi par les algues sargasses. Un pêcheur nous montre les poissons morts, intoxiqués par les algues, et la détérioration subie par sa barque. Les habitant-es nous parlent des odeurs nauséabondes qui se dégagent en permanence, du fait de la décomposition des algues : dans le quartier, certaines écoles ont dû fermer tant elles étaient insupportables. Le problème est largement prévisible : la prolifération se produit chaque année. Pourtant très peu est fait en termes de prévention ou de résolution efficace.**



Capesterre-Belle-Eau, embarcadère Ste Marie



Midi : déjeuner à Trois rivières avec Henry Joseph,

**président de l'Association pour la promotion et développement des plantes médicinales et aromatiques de Guadeloupe. Refusant le chantage imposé aux Guadeloupéen-nes (risquer la contamination au chlordécone ou ne consommer que des produits importés) Henry Joseph nous a expliqué ses propositions pour une agriculture locale et non contaminée.**

De nombreux collectifs se sont créés pour dénoncer la mauvaise condition du réseau hydrique de la Basse-Terre. 60% de l'eau produite est perdue avant d'arriver dans les habitations, à cause de la vétusté des tuyaux : des quartiers entiers, des villes, des écoles, le CHU même n'ont pas accès à l'eau potable ! Aujourd'hui les Guadeloupéen·nes consomment 5 millions de bouteilles d'eau venant des 3 usines locales et des millions d'autres arrivées en bateau. Outre le gâchis écologique, cela pose un problème social : tout le monde n'a pas les moyens d'acheter de l'eau en bouteille, ne serait-ce que pour la consommation quotidienne ou pour la cuisine.



### La mobilisation de la population

- Actions en justice : une plainte a été déposée au tribunal pénal de Paris, pour la reconnaissance de l'empoisonnement subi par la Guadeloupe
- Actions directes : il faut parfois 2 ans avant qu'un domicile soit relié à la canalisation, et cela coûte entre 1500 à 2000 euros. Les comités de défense signalent ces situations et donnent des ultimatums : « Si dans les 8 jours l'accès n'est pas mis en place, on le fera nous-mêmes ». Et le font !



### Les demandes des collectifs

- Associations et citoyen·nes doivent être impliqués dans les études et les projets de rénovation
- Changement intégral des canalisations, dont la plupart ont plus de cinquante ans
- Changement des compteurs, qui ne sont plus aux normes et ne garantissent pas le calcul du cubage réel et potabilité de l'eau.



### Une proposition : la gouvernance partagée

En revenir à un organisme unique qui gère tout le circuit de l'eau : le prélèvement à la rivière, le transport, le traitement, la distribution, la facturation, l'assainissement. Sa gestion pourrait se faire à parts égales entre élu·es, usager·es, entreprises, personnels des entreprises. La Guadeloupe pourrait être un véritable laboratoire pour cette gouvernance partagée !



# Dimanche 27 Mai

Commémorations et célébrations



**“ Vivre libre ou mourir ! ”**

***Matin : commémorations de l'abolition de l'esclavage en Guadeloupe. Hommage aux esclaves insoumis-es, mort-es en combattant pour la liberté et l'humanité universelle. Leur clameur nous rappelle notre devoir de mémoire et de vigilance.***



***Après-midi : visite de la jolie ville de **Port-Louis** avec son maire, Victor Arthei, grâce à qui j'ai aussi planté un arbre pour la première fois !***



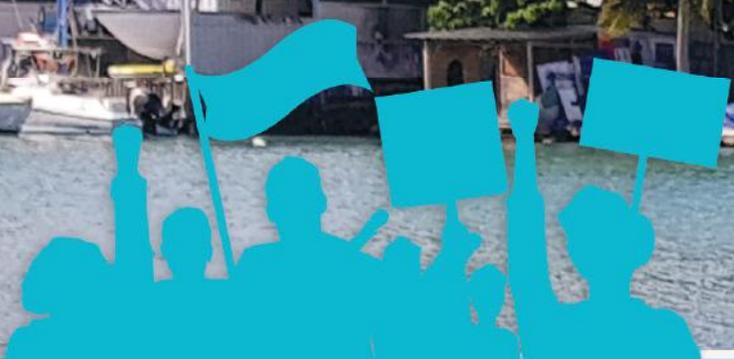
***Soir : belle soirée à **Petit-Canal** au festival "Éritaj, mémoires vivantes" un hommage aux grandes figures de la résistance, des Kalinagos aux luttes contemporaines.***

# Lundi 28 Mai

Juste avant de partir, nous recevons des représentants de la FSU,

*pour évoquer les problématiques de l'éducation en Guadeloupe. Avec 50% de jeunes au chômage et un illettrisme à 23%, il y a en Guadeloupe 3 fois plus de difficultés que dans l'académie de Seine-Saint-Denis et 3 fois moins de moyens. Les problèmes se cumulent : transport scolaire inadapté, manque de cantines dans les établissements (une des causes du fort taux d'obésité chez les enfants), bâti scolaire en très mauvais état, sans compter les nombreux établissements qui doivent fermer à chaque retour des sargasses. Leurs demandes : classement en éducation prioritaire de toute l'académie pour pouvoir bénéficier de moyens adéquats, baisse du nombre d'élèves par classe, accès aux fonds européens.*

**CARNET DE VOYAGE  
PARLEMENTAIRE #5**  
*en Guadeloupe*



*Merci à tous les Guadeloupéens et toutes les Guadeloupéennes pour leur accueil chaleureux et les nombreux échanges qui m'ont permis de mieux comprendre les réalités de ce beau pays et d'apprécier la résilience de sa population.*

*Bravo à toute l'équipe sur place pour l'organisation et un remerciement spécial à Mahël Albéry qui nous a accompagnées pendant tout le séjour.*

*A bientôt !*



**DANIÈLE OBONO**

Députée de Paris - Groupe « La France insoumise »

126 rue de l'Université - 75007 Paris

[daniele.obono@assemblee-nationale.fr](mailto:daniele.obono@assemblee-nationale.fr)

[deputee-obono.fr](http://deputee-obono.fr)